

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/71  
1<sup>er</sup> décembre 1999

(99-5268)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Troisième session  
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

## SAINTE-LUCIE

### Déclaration de M. George Odlum Ministre des affaires étrangères et du commerce international

Je viens d'un pays où le mot OMC est honni, d'une petite île en développement dont les planteurs de bananes auraient volontiers défilé ici cette semaine, s'ils avaient pu le faire, avec les manifestants rassemblés autour de ce centre de conférence pour réclamer le démantèlement de l'OMC. Je viens d'une région où les gens sont de tout cœur avec les manifestants anti-OMC.

Leur attitude n'est pas due à la méconnaissance de ce que représente l'OMC. Bien au contraire, elle est le fruit de leur amère expérience des décisions et des rapports de groupes spéciaux de l'OMC, qui entraînent leur marginalisation en les privant de la possibilité de vendre leurs bananes sur un marché dont dépendent non seulement leur subsistance mais aussi l'avenir de l'économie de nombreux pays des Caraïbes. C'est la leçon qu'il ont tirée de la trahison d'un pays qu'ils considéraient comme ami et qui, au nom d'une prétendue croisade pour la libéralisation des échanges, les a sacrifiés au profit d'une multinationale.

Les modalités et les conséquences des plaintes portées devant l'OMC, à l'initiative des États-Unis, contre le régime européen de commercialisation des bananes représentent à ce jour les plus solides chefs d'accusation à l'encontre du nouveau système commercial régi par l'OMC. L'affaire de la banane a révélé au grand jour les imperfections, les inégalités et les injustices inhérentes à ce système.

Nous avons constaté que, au nom de la libéralisation, il fait peu de cas de la situation et des besoins particuliers des petits pays en développement économiquement défavorisés. Nous avons découvert que le mécanisme de règlement des différends nous reléguait, nous dont la subsistance et la survie mêmes étaient en jeu, à la position de tierces parties; c'est à peine si nous avons pu nous exprimer lors des auditions et il nous a même fallu justifier la composition de nos délégations. Nous avons vu que le système permettait à une grande puissance économique d'agir en tant que plaignant alors que ce pays ne produit et n'exporte aucune banane. Nous avons vu qu'il permettait à ce pays d'être plus écouté que nous et de profiter de notre infortune par l'imposition de sanctions à ceux qui nous ont aidés en honorant leurs engagements juridiques internationaux dans le cadre de la Convention de Lomé.

Si nous sommes venus à Seattle, c'est pour dire non, trois fois non.

Non aux objectifs de cette réunion orchestrée par ceux qui ont assumé le rôle de dirigeants économiques du monde. Non à la dictature et à l'imposition de l'idéologie économique du plus fort! Non à la mondialisation sans éthique! Non à la libéralisation sans équité! Non à la mondialisation sans intégration! Non à la libéralisation sans sécurité humaine! Non à la mondialisation sans souci de l'avenir! Et surtout non à la libéralisation sans le développement.

S'attendait-on à ce que nous, les déshérités, nous venions à cette Conférence de l'OMC, qui était censée incarner la démocratie, pour entériner une déclaration concoctée sans nous dans le "salon vert", des discussions tenues dans les coulisses entre les seuls grands blocs économiques, des textes expurgés où l'on a éliminé toute trace du concept de développement, sans la moindre sensibilité aux besoins des plus pauvres et des plus petits?

Non, cela est impossible!

Nous devons interrompre, sinon stopper, cette course folle menant à la destruction de l'homme au nom de la "libéralisation" - ce n'est pas la première fois dans l'histoire que des mots vertueux sont employés pour décrire des actes odieux. Les injustices inhérentes au système actuel persisteront tant que les adeptes de la libéralisation verront le commerce mondial à travers un prisme, et non du point de vue de pays en développement comme le nôtre. Les règles du jeu ne seront jamais les mêmes pour tous. Cela est dicté par la diversité des ressources économiques dont disposent les pays. Il est donc hypocrite de continuer à dire que tous les pays seront égaux un jour dans un nouveau système bienfaisant. La main invisible du libre-échange ne favorise jamais les faibles et rend toujours les forts encore plus forts.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le pays le plus riche du monde n'était que neuf fois plus riche que le pays le plus pauvre. À la veille du XXI<sup>e</sup> siècle, le pays le plus riche, notre hôte, est 63 fois plus riche que le pays le plus pauvre.

La bataille sordide que les États-Unis ont livrée contre le plus faible des pays producteurs de bananes a suscité la méfiance envers un nouveau cycle de négociations. Nous ne pouvons pas prendre part à un consensus dans ce climat de duperie et d'indifférence. Nous remercions les manifestants de Seattle et de Londres d'avoir plus de compassion que le gouvernement des États-Unis pour les déshérités de la terre. Cela pourrait bien servir de tremplin au "syndicat des pauvres".

---